



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 1718

Texte de la question

POLITIQUE INDUSTRIELLE

Mme la présidente. La parole est à M. Alain Bruneel.

M. Alain Bruneel. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie et des finances.

Nous avons appris la nuit dernière que l'administration avait donné son feu vert à la fermeture de l'usine Ford de Blanquefort. L'acceptation de ce « plan de sauvegarde de l'emploi » est un nouvel aveu d'impuissance du Gouvernement.

M. Jean-Paul Lecoq. C'est un recul !

M. Alain Bruneel. Il ne se passe pas un mois, pas une semaine, sans que l'on annonce de nouvelles fermetures d'usines et de nouveaux plans sociaux : Ascoval, Bosch, Fonderie du Poitou, PSA, Nokia, Saint-Louis Sucre... *(M. Jean Lassalle et Mme Frédérique Meunier applaudissent.)*

Pourtant, Emmanuel Macron avait pris l'engagement, lors de la campagne présidentielle, de mettre fin à l'hémorragie des emplois industriels et de défendre nos intérêts dans la mondialisation. Cet engagement est aujourd'hui battu en brèche, car la doctrine du Gouvernement est claire : l'État n'a pas son mot à dire dans la conduite des entreprises.

M. Éric Straumann. C'est Jospin qui a dit ça !

M. Alain Bruneel. Il lui faut se débarrasser au plus vite de toutes les participations et de toutes les positions où il peut être un acteur économique.

Les privatisations d'Aéroports de Paris, de La Française des Jeux ou encore d'Engie, prévues dans le cadre du projet de loi PACTE, en offrent l'illustration,...

M. Éric Straumann. C'est un renvoi d'ascenseur !

M. Alain Bruneel. ...tout comme la gestion calamiteuse du dossier Air France-KLM.

Dès lors, les protestations et coups de colère du Gouvernement restent sans effet.

Force est de constater que votre stratégie industrielle est un échec. Ses conséquences sont lourdes pour les salariés et les familles plongés dans les difficultés et le désespoir.

Il n'y a pourtant aucune fatalité ; tout cela n'est dû qu'à une absence flagrante de volonté politique. La vérité est que vous avez fait disparaître le ministère de l'industrie pour confier la politique industrielle du pays aux banquiers d'affaires et aux grands groupes. Quand allez-vous permettre à l'État de reprendre la main ?
(*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SOC. – M. Jean Lassalle et Mme Frédérique Meunier applaudissent aussi.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, je crois au volontarisme politique et au volontarisme industriel. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Mme Marie-Christine Dalloz. Vos croyances, elles sont variables !

M. Bruno Le Maire, ministre. Mais je ne peux pas croire que si vous avez mélangé les sujets avec autant de confusion, ce soit par intention politique ; sans doute est-ce plutôt par méconnaissance.

M. André Chassaigne. Si nous abordons ces sujets-là, c'est pour les salariés !

M. Bruno Le Maire, ministre . Vous évoquez Air France-KLM ; vous devriez, comme votre homologue des Républicains tout à l'heure, vous réjouir que, depuis la nomination de Ben Smith, Air France ait renoué avec les bénéficiaires, alors que la société accusait des pertes de l'ordre de 300 millions d'euros à cause d'une crise sociale qui n'en finissait pas. Vous devriez vous réjouir des succès obtenus par certaines filières industrielles, comme les nanotechnologies, la réalité augmentée, l'automobile, le spatial, l'aéronautique – mais ces succès, vous les passez systématiquement sous silence. Vous devriez vous réjouir que l'intervention de l'État ait permis d'éviter la fermeture de l'usine de GM&S dans la Creuse. Vous devriez être à nos côtés pour nous aider à trouver un repreneur chez Ascoval,...

M. André Chassaigne. Nous, nous ne voulons pas que l'usine ferme !

M. Bruno Le Maire, ministreparce que nous ne baissons pas les bras et que nous voulons que l'aciérie reste ouverte.

M. Pierre Cordier. C'est vous le ministre, c'est à vous d'agir !

M. Bruno Le Maire, ministre. Vous devriez rappeler que l'engagement du Président de la République de recréer des emplois industriels a été tenu, puisque, pour la première fois depuis dix ans, la France en recrée.
(*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs des groupes SOC et GDR.*) Eh oui, je ne cesserai de le marteler, parce que c'est une réalité !

S'agissant des cessions d'actifs, vous savez aussi bien que moi, monsieur le député, que l'avenir de l'industrie française se joue dans les nouvelles technologies, l'investissement, l'innovation, et que si nous avons détruit tant d'emplois industriels depuis des années, c'est parce que nous n'avons pas suffisamment investi dans les technologies et dans l'innovation.

M. André Chassaigne. Pas seulement !

M. Bruno Le Maire, ministre . Le fonds pour l'innovation de rupture, c'est de l'investissement et ce sont des emplois industriels. La réforme de la fiscalité du capital, c'est plus d'investissement, plus d'innovation et plus d'emplois industriels. La restructuration des filières, c'est plus d'emplois industriels.

Mme Frédérique Meunier. Oui, quand ça vous arrange !

M. Bruno Le Maire, ministre. La préférence communautaire, c'est plus d'emplois industriels.

Voilà la politique du Président de la République, du Premier ministre et de la majorité. Elle donne des résultats : soutenez-la ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.– Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Bruneel](#)

Circonscription : Nord (16^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1718

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 mars 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 mars 2019](#)